

Jacqueline SAINCLIVIER, *L'Ille-et-Vilaine, 1918-1958. Vie politique et sociale*. Presses universitaires de Rennes, 1996, 480 p.

La Bretagne a beaucoup changé au cours des dernières décennies : on s'accorde aisément sur le constat, mais on s'en tient trop souvent à des souvenirs partiels et contestables, à des impressions fatalement subjectives ou à des généralités sans nuances lorsqu'il s'agit de proposer un point de départ ou de désigner des acteurs déterminants. Or voilà que Jacqueline Sainclivier – aujourd'hui professeur d'histoire contemporaine à l'université Rennes 2-Haute-Bretagne – nous livre, sous une forme un peu allégée, sa thèse de doctorat d'État qui devrait convaincre les plus sceptiques de la possibilité d'écrire, avec un maximum d'objectivité, une véritable histoire du temps présent.

Il s'agit pour l'auteur de rechercher, dans la période qui couvre l'entre-deux guerres et la Quatrième République, ce qui annonce et prépare les bouleversements qui, à la fin des années 50, éclatent aux yeux de tous, sur le plan économique notamment, derrière une façade d'immobilisme relatif dans le domaine politique et social. Autrement dit, c'est à une réflexion sur les rapports entre permanences et ruptures que se livre Jacqueline Sainclivier, à propos d'un département qui, au début du siècle, avait semblé « insaisissable » à André Siegfried. Alors qu'en Bretagne occidentale les contrastes géographiques entre « pays » très typés, des mutations économiques et démographiques majeures comme l'évolution de la pêche ou l'exode rural, des événements politiques spectaculaires comme l'implantation d'une Résistance FTPF dans les campagnes de l'intérieur, engendrent des changements brusques dans le temps comme dans l'espace, ici, on se croirait dans une zone « sans pentes et sans courants », comme l'écrivait dès 1913 le fondateur de la sociologie électorale. Jacqueline Sainclivier en a d'autant plus de mérites : s'il n'y a pas d'évidences, tout doit être examiné au microscope, tout ce qui est mesurable doit être mesuré.

Pour ce faire, l'auteur a dépouillé systématiquement les archives publiques disponibles, y compris d'importants dossiers postérieurs à 1940 pour la consultation desquels la loi impose l'obtention d'une dérogation, mais aussi des archives allemandes relatives à l'époque de l'Occupation, des archives privées très diversifiées et de nombreux journaux locaux ou régionaux. Des témoignages recueillis dès les années 70 auprès de personnalités de premier plan complètent avantageusement les sources écrites. Tout ce qui est chiffré nous est présenté de façon condensée par l'intermédiaire de 69 cartes, graphiques et tableaux parfaitement intégrés au texte, qui concernent aussi bien les résultats électoraux, les effectifs des partis politiques ou

des syndicats que les structures socioprofessionnelles du département ou les fortunes privées. On a là, sous une forme ramassée, des données statistiques indiscutables justifiant les appréciations qualitatives qui enchantent ou étonnent le lecteur. Par exemple, tout ce qui est dit du «jour de Madame» chez les notables rennais d'avant-guerre, c'est-à-dire d'un des aspects les plus spectaculaires de la vie bourgeoise d'autrefois, résulte du dépouillement minutieux des «carnets de visite», tandis que tout ce qui est dit de la vie quotidienne d'un ménage ouvrier de la même époque, résulte de l'étude de budgets-types qui nous sont résumés. Dans un autre ordre de préoccupations, on ne pourra plus parler de l'importance ou de la faiblesse relatives en Haute-Bretagne de courants aussi divers que le communisme, le collaborationnisme ou le poujadisme, sans se référer aux tableaux de Jacqueline Sainclivier et à la description qu'elle donne des activités s'en réclamant.

Les descriptions de la vie politique et sociale concilient, autant que faire se peut, le souci constant d'impartialité et la nécessité de faire revivre de façon prenante les individus, les groupes et les milieux dont on nous conte l'histoire. Pas de jugements – qu'ils soient flatteurs ou désobligeants – à l'égard de ces acteurs très souvent connus de nos contemporains, mais pas davantage de silences plus ou moins complices qui laisseraient le lecteur sur sa faim : tous ceux qui ont joué un rôle dans la vie publique sont cités à leur place, avec un bel effort d'objectivité qui n'empêche pas le lecteur de deviner la complexité de certaines personnalités comme Guy La Chambre, l'engagement total de tel ou tel militant, et la trajectoire inattendue de quelques autres.

Au départ, il s'agit d'une société duale aux déchirures multiples. Les ruraux qui sont majoritaires et dont le mode de vie semble figé ont peu à voir avec le modernisme rennais ; la forte inégalité des fortunes se reflète dans l'extrême diversité des logements, de l'alimentation ou des loisirs ; l'omniprésence de l'Église s'accompagne de la «guerre de deux écoles» et de la rivalité des réseaux de sociabilité (à laquelle les anciens combattants eux-mêmes ne réussissent pas à échapper) ; et les comportements électoraux restent favorables à la droite. Pourtant, bien des choses changent dès les années 30 : au clivage blanc/bleu s'ajoute désormais un troisième monde qui s'organise à travers les partis, les syndicats et les activités culturelles, le monde des ouvriers ; au sein de la droite les abbés démocrates, les mouvements d'action catholique, un nouvel archevêque (Monseigneur Mignen), le PDP soutenu par l'*Ouest Éclair* contribuent tous à ce qu'on pourrait appeler un «recentrage», de sorte que se superpose un tournant général aux grandes permanences issues de la Révolution française.

Puis viennent la guerre et l'Occupation. Jacqueline Sainclivier décèle peu d'originalité par rapport à l'ensemble de la zone nord : permanence des notables, permanence des refus, avec toutefois des ruptures au niveau individuel qui préparent les changements à venir.

Mais sous la Quatrième République, ce n'est pas tellement la nouvelle donne politique qui impressionne le lecteur, encore que les succès du MRP (aux législatives en tout cas, mais peu aux élections locales) accentuent durablement l'attrait pour la démocratie-chrétienne. Ce qui frappe avant tout, c'est l'émergence de nouveaux militants et de nouvelles pratiques syndicales, chez les agriculteurs comme chez les ouvriers (sans oublier les étudiants) : en particulier on retiendra ce qui est dit du passage de la JOC à la CFTC (en attendant la CFDT) et du passage de la JAC au CDJA (en attendant la FDSEA). En 1958, la société d'Ille-et-Vilaine semble encore dominée par la continuité, mais des mutations sont à l'œuvre, même si elles n'ont pas encore bouleversé les modes de vie : ainsi le nombre des domestiques est en recul sans que cela affecte encore sérieusement le quotidien du notable ; le sport l'emporte désormais sur le théâtre au sein des loisirs sans que cela désarticule encore le vieux réseau associatif ; les effectifs scolaires sont en augmentation sans que le système soit transformé en profondeur. Bref, pour l'auteur, le véritable tournant pour l'évolution politique et sociale du département ne se situe pas avant la fin des années 60.

On retiendra donc surtout le fait que Jacqueline Sainclivier minimise la coupure que la seconde guerre mondiale pourrait représenter : il n'y a pas ici un «avant» et un «après», contrairement à une impression largement diffusée. Et pour mieux nous le faire comprendre, l'auteur consacre des pages très neuves – ses dernières pages – au «Souvenir déchiré», c'est-à-dire à un demi-siècle de difficultés rencontrées dans les commémorations, avec du dit et du non-dit, des espaces à géométrie variable et une mémoire lacunaire.

Mais cet ouvrage n'est pas seulement un apport précieux à la réflexion sur la périodisation du xx^e siècle. À mon sens, il est avant tout une contribution majeure à la recherche des moteurs du changement social et culturel. Ce sont des questions difficiles mais fondamentales qui reçoivent ici un éclairage original. Comment, dans une société fortement hiérarchisée et bien encadrée idéologiquement, apparemment imperméable à tout extrémisme, des hommes peuvent-ils – hors de toute révolte – prendre eux-mêmes en main leur destin pour faire bouger leur monde ? La société d'Ille-et-Vilaine suggère l'importance du rôle libérateur que revêt à moyen terme l'instruction – quel que soit le lieu où elle est acquise – comme facteur susceptible de bousculer toutes les tutelles. Qui, dans une démocratie, joue le rôle

déterminant, l'élu issu du suffrage universel ou le militant imaginatif ? D'où viennent les grandes mutations, d'initiatives spectaculaires prises au sommet ou de craquements sourds accumulés à la base ? La société d'Ille-et-Vilaine – héritière de cette société de Haute-Bretagne qui, à la fin du XVIII^e siècle, avait déjà montré que la Révolution n'implique pas nécessairement la Terreur – prépare dans la discrétion, au milieu du XX^e siècle, un nouveau bond émancipateur à l'insu de ses anciennes élites. Et finalement c'est une leçon plutôt optimiste du rôle possible des simples citoyens dans la construction de leur propre histoire qui nous est livrée indirectement.

Michel DENIS

Michael JONES, *Recueil des actes de Charles de Blois et de Jeanne de Penthièvre, duc et duchesse de Bretagne (1341-1364), suivi des actes de Jeanne de Penthièvre (1364-1384)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996, 296 p.

Dans la préface de sa monumentale édition des actes du duc Jean IV, 1196 actes en deux volumes parus en 1982 et 1983, Michael Jones confie avoir arrêté la collecte des actes ducaux car elle était devenue pour lui une «sorte d'obsession». Cette boutade ne l'a pas empêché de reprendre son bâton de pèlerin et de rassembler les actes de Charles de Blois, «rival vaincu» et prédécesseur de Jean IV, et de nous donner un fort volume de près de 300 pages. L'auteur a joint aux actes du duc de 1341 à 1364 ceux de la duchesse Jeanne, ainsi que les actes de cette dernière pendant son veuvage de 1364 à 1384. Par une heureuse initiative, que l'on aimerait voir imitée, sont publiés non seulement les documents concernant la Bretagne mais aussi ceux des domaines possédés par le couple, la vicomté de Limoges, la seigneurie de Guise et quelques terres situées en Normandie et dans le Maine.

Le premier répertoire des actes de Charles de Blois, réalisé en 1904 par Léon Maître, comptait 60 documents, celui de M. Jones en dénombre 300 du vivant du duc, dont 140 sont intégralement publiés, et 62 pour sa veuve. Les actes conservés en original sont répartis entre une douzaine de dépôts d'archives en France et en Angleterre. On voit l'ampleur de la tâche et des déplacements, même si l'auteur s'excuse de ne pas avoir vu sur place les archives du Vatican et leurs «registres papaux» (*corrigez* : pontificaux).

L'édition proprement dite est précédée d'une introduction consacrée, de manière très classique, à un résumé des vies du duc et